

"Exercices de transparence forcés à Bruxelles" dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (12 juillet 2006)

Légende: Dans son édition du 12 juillet 2006, le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung commente sur un ton narquois la retransmission en direct sur Internet des délibérations du Conseil de l'Union européenne, notamment pour sa formation "Affaires économiques et financières".

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung. 12.07.2006. Frankfurt/Main. "Gequälte Transparenzübungen in Brüssel", auteur:Mussler, Werner.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/exercices_de_transparence_forces_a_bruelles_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_12_juillet_2006-fr-5385538e-3bee-4eff-8971-92cc2e35fed7.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Exercices de transparence forcés à Bruxelles

Les ministres des Finances de l'UE siègent en partie publiquement – et engendrent un profond ennui

par Werner Mussler

BRUXELLES, 11 juin. Ce sont les chevelures qui laissent la plus forte impression. Chaque fois qu'un ministre des Finances de l'UE prend la parole, il baisse la tête de quelque 45 degrés pour lire ce qu'il veut communiquer à ses collègues. Et comme la caméra est suspendue très haut au-dessus du cercle des ministres, elle ne capte généralement que la partie supérieure de leurs têtes. On peut voir par exemple le nouveau président du Conseil, Eero Heinälouoma, ministre finlandais des Finances. Il n'a plus vraiment beaucoup de cheveux sur la tête et, de toute évidence, il s'est trop exposé au soleil de l'été finlandais. En revanche, le soleil n'a guère altéré la crinière toujours élégante de Thierry Breton, responsable français de ce département.

Les ministres des Finances de l'UE discutent une fois de plus en public dans l'effroyable bâtiment bruxellois du Conseil. Certes, ils l'ont déjà fait occasionnellement par le passé; mais, en vertu d'une décision des chefs d'État ou de gouvernement de l'UE, certains débats et certaines décisions du Conseil de ministres doivent en principe avoir lieu désormais en public. Tous les citoyens de l'UE peuvent suivre – sur Internet – les débats, dont le déroulement pourrait susciter sinon les plus féroces spéculations: le Néerlandais a-t-il effectivement fait à nouveau la morale aux Allemands? Le Français a-t-il vraiment été aussi arrogant? Et étaient-ce vraiment les Polonais et les Litoniens qui ont tiré les débats en longueur?

L'ouverture du Conseil de ministres fait partie de l'«initiative de transparence», grâce à laquelle l'UE entend se rapprocher du citoyen. La présidence finlandaise veut retransmettre en public, dans les mois à venir, une partie des séances du Conseil. Quiconque le souhaite, doit pouvoir suivre les débats du Conseil à Bruxelles. Le test de mardi dernier soulève toutefois certaines questions. Qui donc serait tenté de suivre une discussion en comparaison de laquelle n'importe quel débat au Bundestag ou même au Parlement européen est un vrai polar? Et puis surtout, le Conseil de ministres est-il aussi ennuyeux lorsqu'il s'agit de questions réellement importantes?

Le premier point à l'ordre du jour porte sur le programme de travail de la présidence pour le semestre à venir. Heinälouoma l'a déjà exposé à plusieurs reprises ces derniers jours: augmentation de la transparence des systèmes fiscaux, continuation de différentes activités déficitaires, plan d'action pour les services financiers. Lorsque le Finlandais donne ensuite la parole à ses collègues, il révèle de sympathiques lacunes dans ses connaissances. Chaque fois, son adjoint doit lui indiquer qui siège où autour de la longue table des négociations. Les délégations présentent alors avec peu d'enthousiasme les déclarations qu'elles ont préparées. Le secrétaire d'État viennois aux Finances, Alfred Finz, se félicite des formidables résultats atteints pendant la présidence autrichienne qui vient de s'achever. Le chef de ce département, Karl-Heinz Grasser, est carrément resté à la maison. Ce qu'il a réalisé au cours du semestre écoulé en tant que président du Conseil, ne peut de toute évidence être surpassé par personne. Le ministre fédéral des Finances, Peer Steinbrück (SPD), n'est pas là non plus, parce qu'il se bat à Berlin pour faire accepter la réforme de l'imposition fiscale des entreprises. Son secrétaire d'État, Thomas Mirow, s'accorde d'ailleurs mieux avec la ronde grise de Bruxelles.

Il expose les projets de la présidence allemande pour le premier semestre 2007. L'accent sera mis, entre autres, sur une «meilleure législation» et «des procédures directes et précises pour une coordination efficace de la politique économique». Les citoyens de son pays reprendront enfin confiance dans l'Europe.

C'est avec tout aussi peu d'émotion qu'est traité ensuite le second point public de l'ordre du jour, à savoir «le débat d'orientation» sur un mandat élargi pour la Banque européenne d'investissement (BEI) en vue d'accorder des crédits à l'Asie et à l'Amérique latine. Le commissaire de l'UE aux questions monétaires, Joaquín Almunia, donne lecture d'une déclaration dans laquelle il appuie l'élargissement des compétences de la BEI. Suit alors une prise de position interminable, comme toujours, du président de la BEI, Philippe Maystadt. C'est ensuite seulement que l'on se rend compte qu'il pourrait malgré tout s'agir d'une question

importante. Le ministre néerlandais des Finances, Gerrit Zahn, estime que l'activité de la BEI est tout à fait utile. Mais en voulant étendre désormais son mandat presque au monde entier, on oublie de toute évidence qu'il existe une Banque mondiale. «Nous devrions nous concentrer sur l'Europe.» L'Espagnol Selbes se croit immédiatement obligé de protester. Il se considère comme l'avocat de l'Amérique latine au sein de l'UE et souhaite que le mandat de la BEI en matière de politique de développement soit élargi. Mais on en reste aux escarmouches – une décision ne sera prise par les ministres que lors d'une réunion future.

Pour le point suivant de l'ordre du jour, plus délicat, puisqu'il s'agit du rapport sur la réunion du groupe de l'euro qui a eu lieu la veille, le public est à nouveau exclu. Les ministres continueront, à l'avenir aussi, de prendre les décisions importantes à huis clos. Un délégué n'apprécie pas cette idée. Les délibérations publiques lui semblent absolument avoir du bon: «De toute façon, si les réunions sont publiques, personne ne les écoute. Le mieux serait de discuter et de décider toutes les questions importantes en public. Ainsi, personne ne s'en rendrait compte.»